

Dangers du monde et armes nucléaires : bonnes et mauvaises réponses (1ère partie)

 culturedepaix.blogspot.fr/2017/02/dangers-du-monde-et-armes-nucleaires.html

"On dirait que le monde se prépare à la guerre." Dans une tribune publiée le 26 janvier dans le journal britannique « *Times* », l'ancien président de l'URSS, **Mikhaïl Gorbatchev**, tire la sonnette d'alarme. Dans un "monde accablé de problèmes", Mikhaïl Gorbatchev estime qu'il "n'y a pas de problème plus urgent, aujourd'hui, que celui de la militarisation de la politique et de la nouvelle course à l'armement".

Cette nouvelle « course à l'armement » se traduit notamment par le développement de nouveaux programmes de « modernisations » nucléaires et le suréquipement de nouvelles régions de monde en armements sophistiqués (pays du Golfe). Deux types de réponses sont apportées aujourd'hui : « ne pas baisser la garde », c'est-à-dire **poursuivre et renforcer les militarisations**, ou, à l'inverse, **développer les initiatives politiques** pour faire diminuer ces militarisations, en explorant les voies du désarmement, voire de l'élimination complète des armes nucléaires. En France, le débat est très contraint : on parle beaucoup du thème de la « guerre », mais très difficilement de celui de la « paix » et encore moins de la remise en cause de la « dissuasion nucléaire ».

La relance des « modernisations nucléaires » et les nouvelles « tentations » nucléaires

Dans l'interview déjà citée, Gorbatchev estime que "Aujourd'hui, la menace nucléaire semble de nouveau d'actualité". Nicolas Roche, directeur des Affaires stratégiques au Quai d'Orsay, estime, lui, dans le Figaro du 23/01/17 que nous assistons à une "relance de la dissuasion".

Il est clair que toutes les puissances nucléaires existantes, celles reconnues dans le TNP (les « P5 »), celles de « fait » (Inde, Pakistan, Corée du Nord), celle « non-avouée » comme Israël, **n'ont pas renoncé à leurs armements nucléaires**. Les cinq puissances importantes ont même décidé de moderniser leurs arsenaux et de renouveler leurs composantes.

Cette course aux "modernisations nucléaires" crée un environnement de maintien des arsenaux et de course technologique aux armements. Certes, nous ne sommes plus dans les années 1950-1960, où l'on atteignait 70 000 têtes nucléaires. Aujourd'hui, Russes et Américains (à eux seuls, ils totalisent 95% du stock mondial) totalisent 7000 à 8000 armements chacun, sans volonté d'en augmenter le nombre. Le nombre de têtes nucléaires a donc fortement baissé.

Mais la baisse quantitative de l'armement n'est pas synonyme de réduction de la menace nucléaire. " Les programmes de modernisation à long terme en cours dans ces États montrent que les armes nucléaires sont toujours une marque du statut international et de la puissance", observe un responsable du Sipri, Shannon Kile, dans le communiqué déjà cité.

Nouvelles opportunités pour le désarmement nucléaire ?

Une analyse superficielle de la situation du désarmement depuis vingt ans peut sembler décourageante : les discussions sont au point mort à la Conférence du désarmement à Genève, incapable même de décider un ordre du jour de ses travaux. Les États dotés d'armes nucléaires modernisent tous leurs arsenaux nucléaires, avec l'intention de les conserver pour les décennies à venir. L'échec permanent du désarmement semble inéluctable pourtant, on peut craindre que tant que les armes nucléaires existeront, le danger de les utiliser à nouveau existera.

La « campagne humanitaire »

Malgré ces impasses, il faut noter **des éléments qui viennent éclaircir ce paysage**. Depuis 2013, une campagne s'est développée, à l'initiative de plusieurs États dont l'Autriche, la Norvège, la Suisse, des ONGs comme le réseau ICAN (Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires) pour remettre la question de l'interdiction des armes nucléaires sur un terrain, fondamental : celui des conséquences d'une explosion ou d'un conflit nucléaire sur l'humanité.

Un processus pour l'interdiction des armes nucléaires, parallèle aux circuits diplomatiques classiques (Conférence du désarmement, Conférences du TNP), a été enclenché, imitant ainsi les processus d'Ottawa (sur les mines antipersonnel) ou d'Oslo (sous-munitions) ou celui qui a débouché sur la création de la Cour pénale

internationale de justice . Il s'est traduit à l'Assemblée générale des Nations unies par la décision en 2915 de créer pendant l'année 2016 un groupe de travail « à composition non-limitée » pour étudier « sur le fond, les mesures juridiques concrètes et efficaces » et « les dispositions et normes juridiques nécessaires à l'instauration d'un monde exempt à jamais d'armes nucléaires ». Les recommandations en octobre 2016 de ce groupe de travail ont débouché sur le vote d'une résolution à la 1ère commission du désarmement de l'ONU le 27 octobre, puis à l'Assemblée générale le 27 décembre 2016 **d'une résolution** qui décide notamment : « d'organiser, en 2017, une conférence des Nations unies ayant pour objectif la négociation d'un instrument juridiquement contraignant visant à interdire les armes nucléaires en vue de leur élimination complète » **du 27 au 31 mars et du 15 juin au 7 juillet 2017** et de présenter à sa 72e session à l'automne 2017 « un rapport qui lui permettra d'évaluer les progrès accomplis dans le cadre des négociations et de décider de la marche à suivre ».

Cette résolution a été adoptée par 113 pays contre 35 et 13 abstentions . Ce résultat est d'autant plus remarquable qu'il montre un effritement important du camp des partisans de l'arme nucléaire : trois puissances nucléaires d'une même région, la Chine (État doté au sens du TNP), l'Inde et le Pakistan, (deux États non membres du TNP – dont les arsenaux sont en augmentation -), ont adopté une position commune : l'abstention ! Par contre, sur les 38 États ayant voté « Non », nous trouvons 27 des 28 membres de l'OTAN. Ce résultat a été obtenu malgré des pressions politiques considérables des puissances nucléaires : les USA sur les pays d'Amérique latine, la France sur les pays africains.

Un événement historique ?

Cette résolution a atteint un premier objectif : annoncer **la fin de deux décennies de paralysie des processus de désarmement**. Son importance ne s'arrête pas là : un traité d'interdiction des armes nucléaires est la principale pièce juridique manquante sur la scène du désarmement mondial. Il permettrait la "délégitimation" des armes nucléaires. Comme le fait remarquer le réseau ICAN, il établira une norme internationale claire contre la possession d'armes nucléaires.

Contrairement à ce que tentent d'affirmer les porte-paroles des pays nucléaires, états-unis et français notamment, un tel traité d'interdiction viendra compléter et renforcer, et non miner, le Traité de Non-Prolifération et le Traité d'Interdiction des Essais nucléaires qui ont aidé à prévenir l'usage et la prolifération des armes nucléaires mais n'ont pas permis d'obtenir le désarmement.

Il y a là clairement une opportunité politique pour les gouvernements et les citoyens désireux de construire un monde plus sûr et plus pacifié. Il fournit un signal clair : il y a un « agenda » du désarmement nucléaire, comme il y a un agenda de la COP21. « *I have a dream* » : j'ai rêvé que le président de la République française prennent des initiatives politiques audacieuse pour élargir le soutien à ce processus de désarmement et saisir cette opportunité. Pourquoi **ne pas saisir au bond la déclaration du président chinois**, faite le 17 janvier dernier, lors d'un discours au siège des Nations Unies à Genève qui a affirmé « *que les armes nucléaires devraient être totalement interdites et détruites pour accéder à un monde débarrassé des armes nucléaires* » et lui dire **chiche ?**

Parmi ses déclarations contradictoires, le nouveau Président des USA, Donald Trump, n'a-t-il pas déclaré le 15 janvier, dans un entretien au Times, « *Il y a des sanctions contre la Russie. Voyons si nous pouvons faire de bons accords avec la Russie. Je pense que l'armement nucléaire doit être très sensiblement réduit, ça en fait partie* ». Là encore, **chiche !**

Lorsque Mikhaïl Gorbatchev a lui-même émis une proposition voisine : " *J'exhorte les membres du Conseil de sécurité de l'ONU à faire le premier pas*" et à " *adopter une résolution déclarant qu'une guerre nucléaire est inacceptable*". Une initiative qui, selon lui, doit " *venir de Donald Trump et Vladimir Poutine*".

Il y a donc bien un espace politique pour des hommes politiques de bon sens, audacieux au service d'un monde de paix ! À ceux qu'inquiètent les pantalonnades sinistres de Donald Trump, n'est-ce pas par des initiatives politiques progressistes que sera limité son champ de malfaisance ?

À l'opinion de faire grandir cette exigence dès maintenant auprès de François Hollande et auprès de tous les candidats à l'élection présidentielle de ce printemps 2017.

Dans un deuxième texte, nous reviendrons sur l'état (préoccupant) du débat nucléaire en France